



HAL
open science

Un monde sans frontières : une utopie ?

Harald Bauder

► **To cite this version:**

Harald Bauder. Un monde sans frontières : une utopie?. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2012, *Utopies et justice spatiale*, 5, <http://www.jssj.org/article/un-monde-sans-frontieres/>. halshs-01518747

HAL Id: halshs-01518747

<https://shs.hal.science/halshs-01518747>

Submitted on 5 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un monde sans frontières : une utopie ?

Harald Bauder

Traduction : Sophie Didier

Résumé:

Ses détracteurs avaient depuis longtemps écarté la notion de monde sans frontières, en la taxant d'utopie, mais dans cet article, je veux au contraire montrer que cette notion n'a rien d'une utopie. Mon but, toutefois, n'est pas de savoir si un monde sans frontières serait empiriquement ou politiquement réalisable ; j'aimerais plutôt souligner que le concept de monde sans frontières n'est qu'une critique voire même qu'une négation de cette conception contemporaine des frontières qui les pose comme étanches et fermées. En ce sens, cet article ne propose pas d'alternative concrète, car ce serait faire preuve d'utopisme. En outre, m'appuyant sur la théorie critique de l'École de Francfort, je voudrais suggérer que les utopies existantes s'appuyant sur la notion de monde sans frontières doivent être rejetées. Il me semble en effet plus fructueux de considérer le chemin qui mène à un monde sans frontières comme un chemin dialectique, dans lequel les prévisions sur le futur ne doivent pas être figées.

Mots clés: monde sans frontières, utopie, théorie critique, négation, dialectique

Introduction

Le monde lointain de l'utopie sert généralement de puissant outil dans la critique des conditions de vie et des relations sociales au présent. Toutefois, dès lors que l'utopie est énoncée comme projet alternatif cohérent, les frontières y sont rarement problématisées (Best, 2003). Ce défaut d'attention aux frontières est d'autant plus surprenant qu'elles sont dans le monde d'aujourd'hui des espaces privilégiés de production et de reproduction des inégalités et des injustices contemporaines, de l'hégémonie et de l'oppression.

Les frontières nationales en particulier ont séparé l'humanité dans son ensemble en communautés distinctes, définissant des échelles de salaires, des accès à la protection sociale et des standards de vie différenciés. Alors que les frontières ne sont perméables que pour une certaine catégorie privilégiée d'individus¹, elles sont imperméables pour le plus grand nombre. Les migrants qui passent les frontières nationales sans autorisation sont souvent traités comme des criminels et déshumanisés. Ils perdent fréquemment à cette occasion leurs droits sociaux, économiques et politiques et, en conséquence, deviennent les victimes d'une exploitation et d'abus disproportionnés (voir par exemple Anderson et al. 2009 ; Hess & Kasperek 2010 ; Nevins 2002). Les migrants sont de fait devenus une "nécessité structurelle" (Cohen, 1987: 135) des économies des pays industrialisés et ils jouent un "rôle tactique" dans le processus de restructuration industrielle (Delgado-Wise, 2004: 592). Les recherches empiriques en Europe et en Amérique du Nord ont montré que les migrants -et en particulier les migrants du Sud globalisé- fournissent une main-d'œuvre rendue vulnérable par les restrictions de mobilité aux frontières et les pratiques répressives qui leur sont associées (voir Bauder, 2006; de Haas, 2008; Sassen, 1994).

¹ Et pour presque toutes les catégories de produits, de services et de transactions financières.

Au vu de ces problèmes, les frontières font aujourd'hui l'objet d'une critique frontale, de nombreux commentateurs se faisant les avocats de la liberté de mouvement et de l'abolition des frontières quelle que soit leur perspective et positionnement, théorique ou pratique, libéral ou marxien (voir à ce sujet Barry & Goodin, 1992; Carens, 1987, 2000; Hayter, 2000; Pécoud and De Guchteneire, 2007). En revanche, dans les cas où l'utopie est mobilisée pour formuler une critique du monde contemporain, la question des frontières ne fait pas l'objet de la même attention.

Paradoxalement, alors que les frontières ont tendance à ne pas être problématisées dans ces projets utopiques visant à la création de mondes alternatifs, imaginer des frontières ouvertes reste taxé d'utopie. Ce qualificatif permet aux critiques d'ignorer l'idée de frontières ouvertes sans être tenus d'y réfléchir sérieusement. John Casey par exemple observe que "militer pour un monde sans frontières est au mieux perçu comme une chimère ou une utopie sans rapport avec la formulation des politiques" (p. 15) et que "toute discussion sur l'abolition des frontières est écartée et qualifiée d'utopie et de châteaux en Espagne" (p. 42). Comme exemple de l'attitude méprisante du public vis-à-vis de l'idée d'ouvrir les frontières, Casey (2009: 53) cite le journal "national" du Canada, le *Globe and Mail*, qui a ainsi suggéré que la libre mobilité transnationale des travailleurs aboutirait à créer "une maison de fous utopique, pire encore conceptuellement que le communisme", au vu des impacts qu'elle aurait sur les structures économiques et les imaginaires nationaux des pays récepteurs. Qualifier l'idée de monde sans frontières d'utopique, c'est donc le qualifier d'absurde.

En politique, le concept d'utopie a longtemps été utilisé de manière polémique (Hölscher, 1996: 27-30). Par exemple, au XIX^{ème} siècle, les visions socialistes et communistes furent taxées d'utopie, de manière dédaigneuse et dérogoire. Même les sympathisants socialistes comme Marx et Engels s'opposèrent à l'utopie par eux considérée comme un concept idéaliste et dogmatique (Marx, 1982 [1848]; Engels, 1962 [1880/1882]). Plus récemment, l'utopie a été associée aux régimes totalitaires faillis, y compris le Stalinisme et le Nazisme (voir à ce propos Quarta, 1996; Segal, 2006).

Quand bien même la notion d'utopie est plus complexe que ce qu'en soulignent nombre de commentaires dédaigneux, je m'inscris dans cet article contre l'idée que l'imaginaire d'un monde sans frontière est une utopie. Mon argument principal toutefois n'est pas que la création d'un monde sans frontières constitue un possible horizon politique. D'autres que moi ont déjà écrit dans ce sens (voir notamment Anderson et al., 2009; Casey, 2009). Je proposerais plutôt qu'imaginer les frontières comme ouvertes permet de formuler une critique puissante, sans toutefois proposer de projet utopique pour un monde alternatif concret dans lequel les frontières seraient soit ouvertes, soit n'existeraient pas.

Pour développer ce point de vue, je puiserai dans la littérature sur l'utopie et les frontières ouvertes, et dans la théorie critique de "l'école de Francfort". Selon Max Horkheimer (1968: 36, ma traduction) -l'un des principaux membres de l'école de Francfort- la pensée critique implique "l'idée d'une société future (*Gesellschaft*) prise comme communauté (*Gemeinschaft*) d'êtres humains libres, et dépendant des possibilités offertes par les moyens technologiques existants." Bien que la théorie critique d'Horkheimer développe un "horizon utopique" (Schwandt, 2010: 36) pour conceptualiser les relations et pratiques matérielles dans des futurs possibles, elle s'abstient d'énoncer ces futurs de manière concrète et fixe. De la même manière,

imaginer ce que serait un monde aux frontières ouvertes reste un exercice incertain et flou : la nature concrète de ce à quoi un monde sans frontières ressemblerait ou devrait ressembler ne nous est pas encore discernable.

Dans les sections qui suivent, je ferai une revue en premier lieu du concept d'utopie. J'explorerai ensuite la façon dont ce concept s'articule avec notre capacité à imaginer des frontières ouvertes. Je conclurai par une discussion du processus menant à un futur sans frontières.

L'utopie comme critique et énoncé d'un monde alternatif

Cosimo Quarta a suggéré que la pensée utopique fait partie de la nature humaine et constitue ce qui distingue l'homme des autres espèces. En particulier, l'utopie est constitutive de la "quête [constante] [par l'humanité] de nouveaux possibles" (Quarta, 1996: 159). De fait, en accord avec cette observation, la pensée utopique a existé à travers toute l'histoire de l'humanité et dans toutes les parties du monde, des philosophies et religions antiques à la politique contemporaine (Höschler, 1996; Levitas, 1990; Segal, 2006). Pourtant, l'utopie reste un concept ambigu. Alors que se projeter dans l'avenir ferait partie de la nature humaine, imaginer l'utopie ne s'est jamais fait d'une seule et unique manière. Quand Sir Thomas More a posé le terme "utopie" en 1516 -le dérivant du mot grec eutopia (bon endroit) et outopia (nulle part)- Utopia était une île fictive de l'Océan Atlantique, dont les habitants avaient mis en place une société basée sur le principe de raison. Plus tard, utopia a été "temporalisée" (Hölscher, 1996: 30-33): elle fut localisée dans le futur et dès lors devenait un concept abstrait. En plus de sa localisation ambiguë, le concept d'utopie a assumé différents contenus, formes et fonctions dans diverses traditions philosophiques, champs culturels et contextes historiques (Levitas, 1990).

Dans la plupart des cas toutefois, utopia a servi un rôle dual : d'abord, c'est une critique de la société contemporaine. En ce sens, utopia est une *négation* des conditions actuelles et de relations matérielles jugées inacceptables. Par exemple, utopia de More (1516) serait une critique de l'Europe contemporaine, y compris dans ses relations à la propriété privée et dans un ensemble d'autres circonstances politiques et de pratiques sociales.

Ensuite, utopia définit *de manière positive* un monde alternatif, en soulignant la façon dont les gens devraient vivre ensemble et en définissant une société idéale de manière concrète. Cet énoncé positif d'un monde meilleur est exemplifié dans la description de More de la société des Utopiens et dans les modèles modernes du socialisme et de l'avancée technologique² (Hölschler, 1996; Levitas, 1990; Segal, 2006).

L'énonciation positive de l'utopie peut jouer un rôle important dans la politique du présent: "Utopia n'a pas besoin *d'être* possible pratiquement, elle a juste besoin d'être crue comme telle pour permettre la mobilisation politique" (Levitas, 1990: 191, en italiques dans le texte original). Les chercheurs contemporains ont affirmé la valeur de l'utopie qui décrit positivement une société alternative à partir d'un ensemble de perspectives philosophiques. Le pragmatique Richard Rorty par exemple suggère qu'il n'est pas suffisant de critiquer mais que la critique devrait être suivie par l'énoncé d'alternatives concrètes :

² Ainsi que dans les lieux mythiques et religieux supports d'une existence idéale, tel le jardin d'Eden dans la Bible.

“Mon point de vue est qu'il ne sert pas à grand-chose de pointer les “contradictions internes” des pratiques sociales, ou de les “déconstruire”, si on ne propose pas en face une alternative- à moins qu'on ne puisse au minimum esquisser une utopie dans laquelle le concept ou la distinction soit obsolète” (Rorty, 1991: 16) Dans un même ordre d'idées, le Marxiste David Harvey a décrit un rêve utopique (Harvey, 2000: 257-281) proposant un monde dans lequel les frontières entre les nations et les régions seraient ouvertes³.

Une utopie des frontières ouvertes ?

Si utile que soient les visions utopiques, il est sujet à caution que l'idée de frontières ouvertes constitue de fait une telle vision. Si tel était le cas, on pourrait parler d'une “utopie des frontières ouvertes”. Le concept de frontières ouvertes toutefois ne rencontre pas plusieurs des critères typiquement attribués à l'utopie. Par exemple, Howard Segal (2006: 3-4) définit comme utopies “vraies” celles qui 1/ sont qualitativement différentes de situations existantes; 2/ changent la société tout entière et pas juste certains aspects d'icelle⁴; et 3/ transforment le bien-être de tous les membres de la société, pas juste d'un segment de la population. Le concept de frontières ouvertes serait donc une “fausse” utopie car il ne rentre pas dans ces critères : le concept propose une vie qui serait ou ne serait pas meilleure qualitativement de celle du status quo ; il ne s'adresse qu'à un aspect très restreint de la société -à la manière dont les gens bougent entre territoires nationaux - ; et il n'est pas formulé pour s'appliquer à l'ensemble des populations mais essentiellement aux migrants auxquels on refuse la libre migration⁵.

De surcroît, on peut avancer que l'état de frontières ouvertes est déjà partiellement réalisé et donc pas du tout utopique. Par exemple, la libre mobilité des personnes existe entre la plupart des pays européens ayant signé les accords de Shengen. Elle existe également à l'intérieur de la plupart des états-nations, bien que des frontières politiques se recoupent au sein des territoires nationaux à plusieurs échelles.

Là où les frontières ouvertes entre les états-nations ne sont pas déjà une réalité, les recherches empiriques ont montré que les migrations humaines sont très difficilement (et c'est un fait bien connu) gérables et il est souvent possible que les migrants posent des requêtes légitimes pour

3 Et ce quand bien même les mouvements transfrontaliers pourraient être restreints afin de protéger les régions de départ des effets économiques dévastateurs de la fuite des cerveaux et des compétences. Ailleurs, Harvey mentionne « des objectifs partagés de manière souple... [objectifs qui] pourraient constituer les axes co-révolutionnaires autour desquels l'action sociale convergerait et s'organiserait » (Harvey, 2011 : 20)

4 Tout le monde n'est pas d'accord sur ce point : alors que Théodore Adorno par exemple avance que l'utopie se réfère à la transformation de la société dans son ensemble, son contemporain Ernst Bloch rétorque que l'utopie est souvent élaborée en référence à des contextes particuliers et permet de passer au-delà de manquements spécifiques de l'existence humaine (Adorno et Bloch, 1964).

5 Je n'écarte pas le fait que l'ouverture des frontières puisse avoir des conséquences qui changeraient fondamentalement la vie pour la totalité des membres de la société (à une échelle mondiale). Bridget Anderson, Nandita Sharma, et Cynthia Wright (2009: 12) remarquent par exemple que leur conception d'une politique réussie d'abolition des frontières “aura un impact profond sur toutes nos vies car elle s'inscrit dans une redéfinition des économies et des sociétés qui dans un sens ne serait pas compatible avec le capitalisme, le nationalisme ou ce mode d'appartenance contrôlé par les états qu'est la nationalité”. Toutefois, la nature concrète de ces conséquences ne fait typiquement pas partie des discussions entre avocats de l'ouverture des frontières.

bénéficiaire d'une plus grande inclusion sociale et politique (voir sur ce point Hollifield, 1992). En particulier, le respect des Droits de l'Homme qui est une caractéristique des démocraties libérales modernes, a permis aux migrants de réclamer des droits, une citoyenneté et des avantages sociaux post-nationaux et transnationaux (Sassen, 1994 ; Soysal, 1996 ; Bauböck, 1994). Quand bien même les frontières ne seraient pas forcément ouvertes en grand, les Etats ont de toutes façons déjà bien du mal à les contrôler (Pécoud et de Guchteneire, 2007).

De plus, John Casey (2009) a suggéré un ensemble de politiques très concrètes pour ouvrir les frontières là où des restrictions d'ordre formel continuent de peser sur la libre mobilité. Si les frontières ouvertes sont en pratique un objectif que l'on peut atteindre dans le contexte des circonstances et des relations matérielles actuelles, alors l'imaginaire des frontières ouvertes ne semble pas refléter la vision utopique d'un monde qui serait par définition éloigné et différent du nôtre. Dans un même ordre d'idées, d'autres commentateurs ont rappelé que des politiques visant l'ouverture des frontières étaient déjà largement mises en pratique par les migrants et les activistes sur une base quotidienne et ne relèvent pas de l'utopie mais font partie intégrante d'une lutte perpétuelle pour le changement (Anderson et al., 2009).

Tout cela représente peut être des arguments valides pour montrer que l'idée de frontières ouvertes n'est pas une utopie. Le problème reste toutefois, et c'est le point que je vais développer par la suite, que l'imaginaire des frontières ouvertes n'énonce jamais une vision utopique concrète. Plutôt que de définir positivement une société meilleure, la critique qui prône l'ouverture des frontières reste à l'état de négation des conditions actuelles et aujourd'hui insatisfaisantes de la fermeture et de frontières qui ne sont ouvertes que pour un groupe restreint de personnes. Le concept de frontières ouvertes ne progresse donc pas au-delà de la simple négation.

Les frontières ouvertes comme négation

Dans cette partie, j'aborderai la littérature sur les frontières ouvertes plus en détail: cet examen démontre en effet que les chercheurs conçoivent l'idée de frontières ouvertes essentiellement comme une négation.

La littérature traitant des frontières ouvertes est abondante et son volume est en augmentation rapide (voir par exemple Bauder, 2003; Casey, 2009; Carens, 1987; Cole, 2000; Hayter, 2000; Riley, 2008; Scarpellino, 2007). Joseph Carens a tenu un rôle pionnier et essentiel dans la discussion sur les frontières ouvertes du point de vue de la philosophie politique universaliste, radicale et libérale. Dans son ouvrage novateur "Etrangers et citoyens", Carens (1987: 252) affirme que la citoyenneté et le droit qui lui est associé de pénétrer et de demeurer sur le territoire d'un état est "l'équivalent moderne du privilège féodal". S'inspirant de divers théoristes politiques libéraux et de leurs approches différenciées du libéralisme, il avance qu'une mobilité transfrontalière restreinte ne peut être justifiée sur des bases libérales. Suivant Robert Nozick, Carens s'inscrit contre l'argument que les citoyens posséderaient un droit collectif de propriété de leur territoire national qui pourrait légitimer le déni d'entrée aux non-citoyens. De la même manière, il étend la Théorie de la Justice de John Rawls (1971) pour montrer qu'une fois que la conception d'un système politique fermé qui encadrerait l'existence humaine se relâche le droit à la migration

doit être considéré comme une liberté fondamentale. Assumant une perspective utilitariste, Carens poursuit en suggérant que les restrictions à la mobilité transfrontalière désavantagent typiquement les migrants potentiels bien plus qu'elles ne bénéficient aux non-migrants. Ces restrictions ne peuvent donc être justifiées alors qu'elles réduisent l'utilité collective à la fois chez les migrants et chez les non-migrants.

Phillip Cole (2000) a poursuivi les appels de Carens à une ouverture des frontières. Il rejette ainsi les restrictions aux migrations entendues comme un moyen de sécuriser les principes libéraux de propriété privée et de communauté (Walzer, 1983), arguant qu'ils violent le principe libéral central d'égalité entre les hommes. Cet argument est aussi opposé au principe hobbesien qui pose que les états menacés peuvent restreindre les migrations internationales : le principe d'égalité entre les hommes reste plus fort que le droit au maintien d'un appareil d'Etat. De surcroît, le genre de migration que les états restreignent la plupart du temps ne constitue pas une menace à leur existence même, et ne peut donc servir de base à une demande de restriction de la mobilité fondée sur des principes hobbesiens (Bauder, 2003).

De tels appels libéraux pour l'ouverture des frontières rejettent un monde aux frontières closes mais n'énoncent toutefois pas une utopie positive ; ils ne définissent pas les circonstances particulières dans lesquelles les gens vivraient une fois les frontières ouvertes mais ils offrent simplement une critique et un rejet de la condition actuelle de restriction à la mobilité transfrontalière.

Carens remarque également que cette critique d'ordre négatif n'a pas vocation à être mise en œuvre dans le réel. Dans un échange avec John Isbister, il écrit :

« Plaider pour l'ouverture des frontières n'a pas vraiment pour objectif de proposer des recommandations aux politiques publiques au présent ou dans un possible futur. Il ne s'agit pas ici de conseiller des Présidents et des Premier Ministres ni des administrateurs ou législateurs. La demande sert plutôt une fonction heuristique, nous révélant un peu de la nature spécifique des fautes morales du monde dans lequel nous vivons, des institutions que nous habitons, et de la situation sociale de ceux qui résident dans les pays riches et industrialisés. » (Carens, 2000: 643)⁶

Dans le sens où le concept de frontière ouverte n'énonce pas d'alternative concrète au réel, il ne peut donc être considéré comme utopique. Carens et ses camarades libéraux avocats de l'ouverture des frontières ont formulé une critique des restrictions de mobilité à partir d'une position de philosophie politique libérale. Cette critique interne fait l'impasse d'une vision concrète des pratiques sociales et des institutions politiques qui seraient de mise dans un futur aux frontières ouvertes. En ce sens, l'argument pour des frontières ouvertes ne va jamais au-delà de la négation et laisse ouverte la manière dont ce futur aux frontières ouvertes pourrait se réaliser.

L'ouverture des frontières ouvertes a aussi été proposée dans des perspectives d'économie politique et post-coloniale. Ces perspectives se distinguent de la perspective libérale soulignée

⁶ Carens a rejeté l'usage du concept de monde sans frontières comme outil utile pour l'élaboration des politiques actuelles, et ceci a probablement contribué à la confusion entre monde sans frontières et utopie, le concept pouvant être pris comme une absurdité au regard des conditions matérielles existantes.

plus haut sur la base des relations historiques et matérielles du capitalisme et du colonialisme, plus que sur celles d'une morale universelle réclamant l'égalité (Bauder, 2003; Brown, 1992; Hayter, 2000; Sharma, 2006).

Par exemple, Bridget Anderson, Nandita Sharma et Cynthia Wright (2009) ont récemment rejeté l'idée que les politiques cherchant à éliminer les frontières actuelles relèveraient de l'utopie. Elles expliquent que « n'importe quelle étude des frontières nationales doit nécessairement commencer par reconnaître leur caractère purement idéologique » (Anderson et al., 2009: 6). En tant qu'idéologies, les frontières légitiment les relations matérielles existantes en créant des identités qui leur sont subordonnées -comme la catégorie "migrant"- et en naturalisant ces identités. De surcroît, les frontières servent à déshumaniser les individus pris dans la catégorie "migrant" (Anderson et al., 2009; voir aussi Sharma, 2006). Le rejet des frontières remet donc en cause les subjectivités mêmes qui ont été créées et imposées par ces mêmes frontières⁷.

Ce rejet des frontières et des pratiques actuelles qui leur sont associées n'est toutefois pas nécessairement lié à la formulation positive d'un monde sans frontières alternatif. Les mouvements politiques en faveur de l'abolition des frontières revendiquent en fait bien plus en premier lieu le droit à la libre circulation et au libre choix du lieu de résidence, ainsi que la possibilité pour les migrants d'être libérés des catégories dans lesquelles les frontières les enferment. Quoique ces politiques visent « un changement révolutionnaire » (Anderson et al., 2009: 12), les résultats concrets de ce changement restent très ouverts.

Des utopies positives formulées autour du concept de frontières ouvertes

Quand bien même la plupart des descriptions de l'utopie a négligé la question des frontières (Best, 2003), à plusieurs reprises les frontières ouvertes ont fait partie intégrante de l'énonciation d'une utopie positive. L'énoncé positif de l'utopie reste toutefois problématique. Theodor Adorno a ainsi argué que l'utopie ne devrait pas être énoncée positivement, ou concrètement, car dès lors elle « serait comme ça et comme ça [so und so wird es sein] » (Adorno et Bloch, 1964). Une telle définition positive de l'utopie nous renverrait donc à l'idéalisme. Au contraire, selon Adorno et sa dialectique négative (1966), la critique devrait s'en tenir à la contradiction et à la négation. L'énonciation d'une utopie positive ne pourra jamais qu'émerger des circonstances actuelles, et devra donc nécessairement s'appuyer sur les langues et concepts existants. En conséquence, essayer de définir l'utopie comme un monde alternatif concret ne ferait qu'étouffer le libre développement de futurs possibles, y compris les futurs pour lesquels le langage et les concepts manquent encore pour les décrire. Seule la critique au stade de la négation préserverait la totalité des possibles pour le développement du futur.

Je vais donc discuter désormais les utopies marxistes et libérales. Ces deux utopies posent problème car -ainsi qu'Adorno l'a montré-, elles sont aveugles aux possibles pour lesquels il n'existe pas encore de point de référence. Tout au contraire, elles fixent le futur sur la base des

⁷ Il y a ici un glissement de sens entre « abolition des frontières » et « frontières ouvertes ». Le premier rejette catégoriquement la frontière, quand le second prône la libre mobilité à travers les frontières. Les deux positions sont toutefois assez similaires pour la discussion qui nous préoccupe. En raison de ces similarités, j'ai donc assimilé ici les deux notions.

pratiques matérielles et discursives contemporaines, et dès lors reproduisent les idéologies préexistantes (Mannheim, 1952 [1929]). La notion de frontières ouvertes - en elle-même simple négation des conditions actuelles de fermeture des frontières- est dès lors incorporée dans un schéma idéologique totalisant et rigide. L'idéologie socialiste a longtemps envisagé un monde dans lequel la lutte des classes et l'exploitation des travailleurs seraient annihilés. Ces visions ont évolué au-delà de la simple négation et ont été exprimées sous forme concrète et positive. Marx (par exemple 1982 [1848]) et Engels (par exemple 1971 [1880/1882]) ont ainsi eu l'occasion de critiquer les utopies socialistes car ils voyaient en elles un retour à l'idéalisme. Bien au contraire, ils ont souligné que leur propres prédictions étaient scientifiquement fondées dans l'Histoire et dans les relations matérielles de leur temps. Les socialistes marxistes ont toutefois continué de se projeter dans un futur énoncé de manière positive. Dans ce futur, la négation du capitalisme par le socialisme prendrait des formes concrètes et positives.

Le Marxiste autrichien Otto Bauer a ainsi proposé une vision concrète d'un monde futur socialiste qui ne serait pas un simple « fantasme » mais serait basé sur la raison scientifique et une « évaluation raisonnée » (Bauer, 1907: 521). Dans cette vision, les migrations transfrontalières suivraient un principe de « régulation consciente de la migration... [qui] attirerait les migrants là où l'augmentation du nombre des travailleurs permettrait de multiplier la productivité du travail » (Bauer, 1907: 515, ma traduction). L'Etat ne contrôlerait donc plus les mouvements de travailleurs pour son propre intérêt mais plutôt, les communautés nationales seraient détachées du territoire national et seraient mobiles à travers les frontières nationales. Le principe de nationalité reste l'organisation rationnelle de cette société socialiste ; ce principe « balayera toutes les idéologies traditionnelles dès que le barrage du capitalisme aura cédé » (Bauer, 1907: 511, ma traduction). Bauer (1907: 520) poursuit en expliquant que dans ce monde socialiste les citoyens d'une nation ne migreront plus sur une base individuelle mais plutôt en tant qu'entité juridique reconnue (*öffentlich-rechtliche Körperschaft*), ce qui assurerait que les droits culturels, sociaux et économiques des migrants soient protégés.

Dans le futur socialiste de Bauer, la prééminence du principe de nationalité est une nécessité historique et matérielle⁸. Les frontières ouvertes sont une conséquence de ce principe. Au sens où une société future différente y est concrètement énoncée, Bauer, avec son imaginaire socialiste des frontières ouvertes, propose une vraie utopie. Mais de surcroît, son principe dominant de la nationalité exclut d'autres futurs possibles pour l'organisation sociale et la mobilité transfrontalière.

L'idéologie du libre-marché a donné lieu à l'énonciation d'une tout autre utopie positive. Il y a près d'un quart de siècle, Ruth Levitas (1990: 186-187) a fait la remarque que la « Nouvelle Droite néolibérale » visualisait un futur utopique pour la société où les individus seraient en libre compétition les uns avec les autres dans le cadre du marché du travail, sans que l'Etat intervienne. Nick Gill (2009) a récemment montré que cette idéologie du libre-marché a aussi joué un rôle très important dans le débat sur l'ouverture des frontières.

L'utopie du libre-marché critique ainsi le principe de fermeture des frontières : aucun travailleur n'aurait « de droit à être exempté de la compétition dans le marché du travail » grâce à des

⁸ D'autres auteurs marxistes ont été très critiques de la « nation » comme principe fondamental d'organisation et ont plutôt centré leurs analyses sur le principe de classe (voir notamment Brown, 1992).

politiques protectionnistes de gestion des flux aux frontières, et les entreprises auraient le droit « d'embaucher les travailleurs les moins chers » quel que soit le côté de la frontière d'où ils proviennent (Binswanger, 2006: document non paginé). Dans l'utopie du libre marché, les travailleurs occupent systématiquement les emplois qui leur correspondent, à la condition que soit possible une totale mobilité géographique qui ne serait pas perturbée par l'intervention de l'Etat. Toutes les restrictions imposées par les frontières empêchant ou bloquant la venue des travailleurs correspondant aux emplois perturbe l'ordre naturel du marché. Les restrictions aux frontières sont dès lors à bannir de cette utopie du libre-marché.

Jason Riley (2008: 220) a plaidé pour cette utopie du libre-marché en s'appuyant sur le cas de la frontière étasunienne [Etats-Unis/Mexique, NDT] : il avance que «la liberté de mouvement des travailleurs renforce l'efficacité et la productivité de notre économie. De fait, les immigrants ont tendance à stimuler la croissance économique plus qu'ils ne causent la montée du chômage». L'ouverture des frontières permettrait que le mécanisme de l'offre et de la demande qui régit le marché du travail ne soit pas artificiellement déformé. Dans des conditions de frontières ouvertes, la loi du marché pourrait selon lui librement permettre le développement et la maximisation de leur potentiel utile pour les travailleurs, les employeurs et la société dans son ensemble.

Cette utopie du libre-marché partage un certain nombre de caractéristiques avec d'autres utopies positives : tout d'abord, elle se projette dans un futur encore bien lointain ; en particulier, une mobilité des travailleurs qui se ferait sans contraintes n'existe pas encore. De fait, et de manière assez symptomatique, les théories économiques reconnaissent le caractère irréaliste du concept de frontières ouvertes en le qualifiant de «supposition»⁹. Ensuite, l'utopie du libre-marché nie les conditions actuelles de fermeture et de contrôle des frontières, conditions qui produisent une distorsion du marché. Enfin, cette utopie propose l'image positive d'un monde aux frontières ouvertes dans lequel le marché du travail serait régi par le principe du libre-marché. Enfin, tout comme la description que fait Bauer d'un monde socialiste du futur, cette utopie du libre-marché ne permet pas de principe de régulation autre et nie finalement toute possibilité d'alternative pour ce qui est d'imaginer un futur aux frontières ouvertes.

Conclusion

Bien que la notion de monde sans frontières soit « un objectif difficile à atteindre » (Preston, 2003: 186), il convient néanmoins de ne pas tenter d'en tirer l'énoncé d'une utopie positive. Quoique la notion soit construite comme la négation d'un monde aux frontières fermées et étroitement contrôlées, elle ne propose pas pour autant un monde alternatif dans lequel les institutions et les pratiques futures soient clairement définies. Les divers jugements de valeur polémiques qui rejettent l'imaginaire des frontières ouvertes en le taxant d'utopie passent dès lors à côté du problème.

⁹ De manière paradoxale, les pratiques et les politiques néolibérales faisant la promotion des idéologies du libre-marché se sont appuyées justement sur la fermeture des frontières pour réguler les marchés nationaux du travail (voir à ce sujet Simmons, 1999 ; et Bauder, 2011a).

De manière paradoxale, de nombreux commentateurs qui écartent en la taxant d'absurde l'idée de frontières ouvertes pour les personnes présenteraient probablement la même idée non seulement comme une possibilité mais même comme une nécessité quand elle s'applique au capital et au commerce. Ces utopies du libre-marché -qu'elles soient centrées sur la question du capital, du commerce, ou du marché du travail- reproduisent simplement une idéologie et renforcent les conditions matérielles existantes. Par exemple, ouvrir les frontières pour les travailleurs dans un contexte de libre-marché ne ferait que déchaîner les forces de l'exploitation du travail sous leur forme la plus brutale (Hiebert, 2003). Dans une telle dystopie, la migration ne constituerait « [qu'un] 'bricolage' spatial de plus qui permettrait au mécanisme capitaliste fondamental d'exploitation de continuer à fonctionner » (Gill, 2009: 116). De la même manière, l'utopie socialiste d'Otto Bauer reproduit le principe très problématique de nationalité.

Si l'on suit Adorno, les utopies des frontières ouvertes énoncées de manière positive devraient elles aussi être rejetées car elles empêchent toute transformation sociale et politique se projetant dans un contexte autre que celui des modes de pensée contemporains. De la même manière, imaginer les frontières ouvertes en dehors du champ de l'utopie permet de critiquer de manière efficace la pratique actuelle de fermeture des frontières. Cet imaginaire formule en fait l'opposé dialectique de la fermeture.

En retour, cette négation pourrait permettre l'émergence d'un moment critique dans la progression dialectique qui nous mènerait à un futur où les frontières seraient abolies. Ce qui est important, c'est que ce futur ne peut se prévoir de manière concrète car les circonstances de sa production ne se sont pas encore matérialisées. De fait, il se pourrait que nous n'ayons encore ni les mots ni les concepts pour décrire ce futur. La manière dont il va matériellement se développer reste une affaire de progression dialectique.

La critique universitaire peut participer à cette progression. Par exemple, le respect de l'égalité des genres et des races est un objectif important à concilier avec la formulation d'un imaginaire de l'abolition des frontières (Preston, 2003; Sharma, 2006). La critique doit toutefois être attentive et éviter de définir cet imaginaire de manière trop rigide, en termes concrets et positifs. Par exemple, le concept de « démocratie » peut guider les visions d'un monde aux frontières ouvertes, bien qu'il soit encore prématuré de vouloir définir la façon dont démocratie et frontières ouvertes vont concrètement être mis en pratique au futur (Balibar, 2002, 2004; Bauder, 2011b).

Michael Samers (2003) a proposé un autre type de contribution à l'imaginaire dialectique de l'ouverture des frontières, en essayant de réfléchir à un état global où les frontières n'existeraient pas. Bien qu'il pense cet état à une échelle globale, il s'abstient de formuler une utopie positive et reconnaît les interdépendances entre échelles globale et locale. Pour reprendre ses termes :

« J'appelle de mes vœux non pas une ébauche d'utopie mais bien plutôt un imaginaire non-téléologique de ce que serait une société globale. Si cet imaginaire doit être mis en pratique, alors il nous faudra faire un effort individuel et collectif majeur pour réfléchir à ce que serait une justice cosmopolite à une autre échelle. Telle est la tâche qui nous attend pour la prochaine étape. (Samers, 2002: 216) »

La question de l'échelle géographique a aussi été évoquée par Anderson et al. (2009) : ils ont ainsi réfléchi à utiliser la notion de bien commun global au service de la gouvernance d'une société sans frontières (Anderson et al., 2009). S'inspirant des travaux de Peter Linebaugh (2008) sur les pratiques de mise en commun, ils arguent que la libre mobilité et le droit de libre résidence devraient être des droits « communs », c'est à dire des droits qui ne seraient ni essentialisés ni abstraits à la manière des Droits de l'Homme actuels, mais au contraire des droits contextualisés. Ce que ces droits recouvreraient précisément, où même la façon dont on pourrait y arriver, ne peuvent encore être compris, car cela dépend des contextes matériels à venir dans le futur¹⁰.

Mon argument est que le chemin qui mène à l'imagination d'un monde sans frontières et aux pratiques correspondantes est un projet dialectique inachevé et ouvert. Bien que l'imaginaire des frontières ouvertes ne soit pas une utopie articulée de manière positive, il appartient au champ de la « conscience » (*Bewußtsein*) qui ne correspond pas à « l'être » (*sein*) matériel (Mannheim, 1952 [1929]: 169). L'interaction et la réflexion continues entre l'imaginaire des frontières ouvertes et les pratiques matérielles de la frontière constitue une dialectique à travers laquelle la société peut atteindre la transformation du sens des frontières et de leurs pratiques associées (Bauder, 2011b). En d'autres termes, les imaginaires des frontières ouvertes restent encore bien flous, ils sont le reflet d'un futur appartenant à l'« horizon utopique », futur qui n'est pas encore fixé. Cet horizon utopique se situe au-delà de ce qui est « objectivement possible » -c'est à dire ce qui est possible dans les conditions matérielles existantes- mais implique le « réellement possible » qui serait basé sur des circonstances non encore réalisées (Bloch, 1985 [1959])¹¹. La forme que prendrait un monde sans frontières répond à des anticipations intangibles qui pourront ou ne pourront pas se matérialiser au moment où le futur s'éclaircira pour nous.

Remerciements : Je remercie la Fondation Alexander von Humboldt et le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada pour leur soutien, ainsi que les deux évaluateurs de cet article pour leur critique attentive et constructive.

A propos de l'auteur : Harald Bauder, Université Ryerson, Département de Géographie, 350 Victoria St., Toronto, ON Canada M5B 2K3

¹⁰ D'autres échelles géographiques comme l'échelle locale pourront être mobilisées par les migrants (et les non-migrants) afin d'obtenir des droits basés sur la résidence (Bauder, 2012). De surcroît, des possibilités de gouvernance autre pourraient exister à des échelles qui ne peuvent encore se concevoir aujourd'hui (voir à ce sujet Mountz et Hyndman, 2006). L'imaginaire des frontières ouvertes doit rester ouvert, à toutes les échelles possibles.

¹¹ Ernst Bloch utilise plusieurs termes là où ma traduction est plutôt libre : par exemple, il emploie en référence à ce qui est « objectivement possible » l'expression de "objektiv möglich" (p. 225) ou celle de "*sachhaft-objektgemäß Mögliche*" (p. 264), et pour "réellement possible" celle de "*real Mögliche*" (p. 226) ou celle de "*objektiv-real Mögliche*" (p. 271).

Pour citer cet article : Harald Bauder, "Open Borders: A Utopia?", [« Un monde sans frontières : une utopie ? », translation : Sophie Didier], *justice spatiale | spatial justice*, n° 5 déc. 2012-déc. 2013 | dec. 2012-dec. 2013, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

ADORNO, Theodor, *Negative Dialektik*. Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag, 1966.

ADORNO, Theodor, BLOCH, Ernst, Möglichkeiten der Utopie heute, 1964. http://www.youtube.com/watch?v=c8QG9eD_R-Q&feature=related (accessed Sept. 23, 2011)

ANDERSON, Bridget, SHARMA Nandita, WRIGHT Cynthia, "Why No Borders?" *Refuge*, Vol. 26, no 2, 5-18, 2009. <http://pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/refuge/article/viewFile/32074/29320> (accessed Oct. 4, 2011)

BALIBAR, Étienne. *Politics of the Other Scene*. London: Verso, 2002.

BALIBAR, Étienne, *We, the People of Europe: Reflections on Transnational Citizenship*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2004.

BAUBÖCK, Rainer, *Transnational Citizenship: Membership and Rights in International Migration*. Northampton: Edward Elgar Publishing, 1994.

BAUDER, Harald, "Equality, Justice and the Problem of International Borders: The Case of Canadian Immigration Regulation", *ACME*, Vol. 2, no. 2, 167-182, 2003. <http://www.acme-journal.org/vol2/Bauder1.pdf> (accessed Oct. 4, 2011)

BAUDER, Harald, *Labor Movement: How Migration Regulates Labor Markets*. New York: Oxford University Press, 2006.

BAUDER, Harald, *Immigration Dialectic: Imagining Community, Economy and Nation*. Toronto: University of Toronto Press, 2011a.

BAUDER, Harald, "Toward a Critical Geography of the Border: Engaging the Dialectic of Practice and Meaning", *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 101, no. 5, 1126-1139, 2011b.

BAUDER, Harald, "Jus Domicile: In Pursuit of a Citizenship of Equality and Social Justice". *Journal of International Political Theory*, Vol. 8, no. 1-2, 184-196, 2012.

BAUER, Otto, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. Vienna: Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ignaz Brand, 1907.

BEST, Ulrich, "The EU and the Utopia and Anti-utopia of Migration: A Response to Harald Bauder", *ACME*, Vol. 2, no. 2, 194-200, 2003.

BLOCH, Ernst, *Das Prinzip Hoffnung*. Frankfurt am Main: Suhrkamp, 1985[1959].

BINSWANGER, Harry, "Open Immigration", *Immigration Daily*, 2006. <http://www.ilw.com/articles/2006.0329-Binswanger.shtm> (accessed Nov. 2, 2011)

BRIAN, Barry, GOODIN, Robert E., editors, *Free Movement: Ethical Issues in the Transnational Migration of People and of Money*, New York: Harvester Wheatsheaf, 1992.

BROWN, Chris, "Marxism and the Transnational Migration of People: Ethical Issues", in *Free Movement: Ethical Issues in the Transnational Migration of People and of Money*, edited by Brian Barry and Robert E. Goodin, 127-144. New York: Harvester Wheatsheaf, 1992.

CARENS, Joseph H., "Aliens and Citizens: The Case for Open Borders", *Review of Politics*, Vol. 49, 251-273, 1987.

CARENS, Joseph H., "Open Borders and Liberal Limits: A Response to Isbister", *International Migration Review*, Vol. 34, no. 2, 636-643, 2000.

- CASEY, John P.**, "Open Borders: Absurd Chimera or Inevitable Future Policy?" *International Migration*, Vol. 48, no. 5, 14-62, 2009.
- COHEN, Robin**, *The New Helots: Migrants in the International Division of Labour*. Aldershot, U.K.: Avebury, 1987.
- COLE, Phillip**, *Philosophies of Exclusion: Liberal Political Theory and Immigration*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 2000.
- DE HAAS, Hein**, "The Myth of Invasion: The Inconvenient Realities of African Migration to Europe", *Third World Quarterly*, Vol. 29, No. 7. 1305-1322, 2008.
- DELGADO-WISE, Raul**, "Critical Dimensions of Mexico-US Migration under the Aegis of Neoliberalism and NAFTA", *Canadian Journal of Development Studies*, Vol. XXV, No. 4, 592-605.
- ENGELS, Friederich**, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft*. Berlin: Dietz Verlag, 1971 [1880/1882].
- GILL, Nick**, "Whose 'No Borders'? Achieving Border Liberalization for the Right Reasons", *Refuge*, Vol. 26, no. 2, 107-119, 2009. <http://pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/refuge/article/view/32082> (accessed Nov. 6, 2011).
- HARVEY, David**, "Roepke Letcure in Economic Geography—Crises, Geographic Disruptions and the Uneven Development of Political Responses", *Economic Geography*, Vol. 87, no. 1, 1-22, 2011.
- HARVEY, David**, *Spaces of Hope*. Berkley, University of California Press, 2000.
- HAYTER, Teresa**, *Open Borders: The Case Against Immigration Controls*. London: Pluto, 2000.
- HESS, Sabine, KASPAREK, Bernd**, *Grenzregime. Diskurse, Praktiken, Institutionen in Europa*. Berlin: Assoziation A, 2010.
- HIEBERT, Daniel**. "A Boderless World: Dream or Nightmare", *ACME*, Vol. 2, no. 2, 188-193, 2003. <http://www.acme-journal.org/vol2/Hiebert.pdf> (accessed Nov. 6, 2011).
- HOLLIFIELD, James F.** *Immigrants, Markets, and States: The Political Economy of Post-War Europe*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1992.
- HÖLSCHER, Lucian**, "Utopie", *Utopian Studies*, Vol. 7, no. 2, 1-65, 1996.
- HORKHEIMER, Max**, *Traditionelle und kritische Theorie: Vier Aufsätze*. Frankfurt am Main: Fischer Taschenbuch Verlag, 1968.
- LEVITAS, Ruth**, *The Concept of Utopia*. Syracuse: Syracuse University Press, 1990.
- LINEBAUGH, Peter**, *The Magna Carta Manifesto: Liberties and Commons for All*. Berkeley, CA: University of California Press, 2008.
- MANNHEIM, Karl**, *Ideologie und Utopie*. Schulte-Bulmke, 1952 [1929].
- MARCUSE, Herbert**, *One-Dimensional Man: Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society*. Boston: Beacon Press, 1964.
- MARX, Karl**, "Der "Débat social" vom 6. Februar über die Association démocratique", in *Marx and Engels – Werke*, Vol. 4, 511-513. Berlin: Dietz Verlag, 1982 [1848].
- MORE, Sir Thomas**, *Utopia*. Dover Publications, 1997 [1516].
- MOUNTZ, Alison, HYNDMAN, Jennifer**, "Feminist approaches to the global intimate", *Women's Studies Quarterly*, Vol. 34, no.1/2, 446-463, 2006.
- NEVINS, Joseph**, *Operation Gatekeeper: The Rise of the 'Illegal Alien' and the Remaking of the us-Mexico Boundary*. New York: Routledge, 2002.
- PÉCOUD, Antoine, DE GUCHTENEIRE, Paul**, editors, *Migration Witout Borders: Essays on the Free Movement of People*. Paris: United Nations Educations, Scientific and Cultural Organization; and New York: Berghahn Books, 2007.

-
- PRESTON, Valerie**, "Gender, Inequality and Borders", *ACME*, Vol. 2, no. 2, 183-187, 2003. <http://www.acme-journal.org/vol2/Preston.pdf> (accessed Nov. 8, 2011)
- QUARTA, Cosimo**, "Homo Utopicus: On the Need for Utopia", *Utopian Studies*, Vol. 7, no. 2, 153-166, 1996.
- RAWLS, John**, *A Theory of Justice*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1971.
- RILEY, Jason L.**, *Let Them In: The Case for Open Border*. New York: Gotham Books, 2008.
- RORTY, Richard**, *Objectivity, Relativism, and Truth: Philosophical Papers Volume 1*. Cambridge, UK: Cambridge University Press, 1991.
- SASSEN, Saskia**, *Cities in a World Economy*, Thousand Oaks, CA: Pine Forge Press, 1994.
- SASSEN, Saskia**, *Losing Control? Sovereignty in and Age of Globalization*. New York, Columbia University Press, 1996.
- SAMERS, Michael**, "Immigration and the Spectre of Hobbes: Some Comments for the Quixotic Dr. Bauder", *ACME* Vol. 2, no. 2, 210-217, 2003. <http://www.acme-journal.org/vol2/Samers.pdf> (accessed Nov. 15, 2011)
- SCARPELLINO, Martha**, "'Corriendo'": Hard Boundaries, Human Rights and the Undocumented Migrant", *Geopolitics*, Vol. 12, 330-349, 2008.
- SCHWANDT, Michael**, *Kritische Theorie: Eine Einführung*. 2nd edition. Stuttgart: Schmetterling Verlag, 2001.
- SEGAL, Howard P.**, *Technology and Utopia*. Washington, DC: American Historical Association, 2006.
- SIMMONS, Alan B.**, "Economic Integration and Designer Immigrants: Canadian Policy in the 1990s", in *Free Markets, Open Societies, Closed Borders? Trends in International Migration and Immigration Policies in the Americas*, edited by Max J. Castro, 53-69. Coral Gables, FL: North-South Centre Press, 1999.
- SOYSAL, Yasemin N.**, *Limits of Citizenship: Migration and Postnational Membership in Europe*. Chicago: University of Chicago Press, 1994.